



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2024/ICPE/248
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE
à Ancenis-Saint-Géréon et Mésanger**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46, R.512-46-5 et R.512-52 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2563 ;

Vu l'arrêté ministériel du 04/06/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

Vu l'arrêté ministériel du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') " - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2001 délivré à la société SA TOYOTA INDUSTRIAL EQUIPMENT autorisant l'exploitation après extension d'une unité de fabrication de chariots élévateurs située à Ancenis et Mésanger ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2006 délivré à la société SA TOYOTA INDUSTRIAL EQUIPMENT fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de son unité de fabrication de chariots élévateurs située à Ancenis et Mésanger ;

Vu le courrier du 27 mai 2016 de la société SA TOYOTA INDUSTRIAL EQUIPMENT informant de son nouveau nom TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2018 délivré à la société TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de son unité de fabrication de chariots élévateurs située à Ancenis ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021/ICPE/215 du 23 août 2021 délivré à la société TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de son unité de fabrication de chariots élévateurs située à Ancenis ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/ICPE/372 du 13/10/2022 dispensant d'étude d'impact les modifications portant sur l'augmentation de la capacité au titre de la rubrique 2940-2

Vu la demande de modifications notables portées à la connaissance du préfet par la société TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE le 29 février 2024 concernant ses projets X236/X739 et RFC, complétée en dernier lieu le 3 juillet 2024 ;

Vu le courrier du 31 mai 2024 adressé au préfet par le Bureau Prévention Industrielle du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique pour avis sur la protection incendie associée au projet de modifications présenté par l'exploitant ;

Vu le courrier de donner acte du 17 avril 2024 sur la modification concernant la station de distribution GPL ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 15 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE par courrier du 18 juillet 2024 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 23 juillet 2024 ;

Considérant que le projet, qui consiste en la mise en place d'une nouvelle ligne de production de chariots « gros tonnage » et d'un atelier de reconditionnement de produits de manutention d'occasion :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2 ;

- a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas pour l'augmentation de plus du seuil d'enregistrement de la capacité d'application de peinture au titre de la rubrique n°2940-2 ayant abouti à une décision de dispense d'étude d'impact par arrêté préfectoral n°2022/ICPE/372 du 13/10/2022 ;

- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que les demandes d'aménagement de prescriptions sollicitées par la société TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE au titre des articles R. 512-46-5 et R. 512-52 du Code de l'Environnement, sont acceptables sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Considérant que le projet de modifications ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que ce projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

Considérant que le projet de modifications ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

TOYOTA MATERIAL HANDLING MANUFACTURING FRANCE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation, sur le territoire de ANCENIS-SAINT-GEREON (44150) et MESANGER, des installations détaillées dans les articles suivants.

Article I.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 5 juin 2001, du 23 janvier 2006, du 30 août 2018 et du 23 août 2021 restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

CHAPITRE I.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Article I.2.1. Liste des installations concernées

Les installations classées exploitées sur le site sont les suivantes (voir localisation en annexe) :

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime*
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	Ligne de peinture existante au sein du bâtiment Soudure avec postes robotisés et postes manuels dont une zone de retouche, et un nouveau local broierie (préparation) de 6 m ² attenante (installation connexe) Deux cabines de retouche au sein du bâtiment Assemblage	430 kg/j	E
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	Installation de dégraissage par pulvérisation après pompage dans une cuve au sein du bâtiment Soudure	Cuve de 1600 litres	E
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Machines de travail mécanique des métaux au sein du bâtiment Soudure	Puissance maximale installée : 475 kW	DC
1978-5	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an	Consommation de solvants pour les activités de nettoyage	13 tonnes/an maximum	D
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la	Utilisation de solvants pour les activités de peinture	20 tonnes/an maximum	D

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime*
	consommation de solvant est supérieure à 5 t/an			
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	Atelier maintenance et 2 machines dans le bâtiment Soudure 2 machines dans le bâtiment Assemblage Fontaine de nettoyage des chaînes dans le bâtiment RFC	2340 L	DC
2930-1-b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	Atelier de réparation de chariots élévateurs dans le bâtiment RFC	3300 m ²	DC
2930-2-b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	2 cabines de peinture à flux verticaux, 1 cabine à flux horizontaux et leurs installations connexes dans le bâtiment RFC : 1 local de préparation peinture pour les 2 cabines principales, 1 local de stockage et préparation peinture pour la cabine de retouche	Quantité maximale de peinture appliquée de 11 kg/j	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	88 kW en postes disséminés dans les bâtiments Soudure et Assemblage Nouvelle salle de charge du bâtiment RFC de 252 kW	Total de 340 kW	D
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Station GPL au nord-ouest du bâtiment RFC	Distribution de GPL à partir d'une citerne de 3,2 tonnes	DC
2910-A-2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières gaz de 895 kW	Puissance totale de 1790 kW	DC

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration

Article I.2.2. Conformité au dossier de porter à connaissance

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations objets du présent arrêté sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance de février 2024 complété.

Article I.2.3. Directive IED

L'établissement n'est pas soumis à une rubrique 3XXX au sens de l'article R515-61 du code de l'environnement.

Article I.2.4. Directive SEVESO

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

Article I.2.5. Émissions de Composés Organiques Volatils (COV)

La quantité maximale annuelle de COV émise à l'atmosphère de manière canalisée ou diffuse par l'ensemble des installations du site est limitée à 20,2 tonnes, correspondant à la valeur limite d'émission autorisée suite à la dernière enquête publique (arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2001).

TITRE II. MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

CHAPITRE II.1. MAÎTRISE DES RISQUES CHRONIQUES

Article II.1.1. Réduction de la consommation de solvants et des émissions de COV

L'exploitant mène une étude de réduction des consommations de solvants du site et des émissions de COV. Il fait le bilan de cette étude en présentant les actions réalisées et les gains obtenus, un plan des actions prévues avec échéancier associé dans le Plan de Gestion de Solvants réalisé au titre de l'année 2024, à transmettre à l'inspection des installations classées avant le 31 mars 2025.

Dans ce but de réduction de la consommation de solvants, l'exploitant effectue un suivi mensuel de la consommation de peintures sur le site.

Article II.1.2. Rejets atmosphériques des installations de peinture

II.1.2.1. Points de rejet

Les valeurs limites d'émissions canalisées relatives aux installations de peinture s'appliquent aux points de rejets suivants :

Bâtiment Soudure

- Ligne de peinture du bâtiment Soudure, y compris le local broierie attenant :
 - * Cheminée d'extraction de la mini-broierie
 - * Cheminée d'extraction des cabines de dégraissage et apprêt en mode automatique
 - * Cheminée d'extraction des cabines d'apprêt en mode manuel, et finition (modes automatique et manuel)
 - * Cheminée d'extraction des étuves cuisson (séchage)

Bâtiment Assemblage

- 2 Cabines de retouches :
 - * 2 cheminées d'extraction (une par cabine)

Bâtiment RFC

- 3 cabines de peintures et de 2 locaux de préparation peintures.
 - * 5 cheminées d'extraction (une par cabine/local)

II.1.2.2. Surveillance des rejets de substances visées à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998

L'exploitant inclut au contrôle annuel des rejets atmosphériques des installations de peinture des mesures de concentration des composés visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 aux points de rejet des installations où ces substances sont utilisées.

Si le flux horaire total de ces composés organiques dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.

En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

Article II.1.3. Réduction de la consommation d'eau

A l'issue de l'étude subventionnée par l'Agence de l'eau relative au traitement de l'eau de l'installation de traitement de surface, et au plus tard le 31/12/2024, l'exploitant transmet les conclusions du cabinet conseils Orizon, ainsi qu'un plan d'actions avec échéancier associé dans le but de limiter la consommation d'eau de l'installation.

Article II.1.4. Gestion des effluents industriels

II.1.4.1. Collecte et traitement des effluents industriels

Les articles 3.6.4. 2) et 3.7.1. de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2001 sont supprimés.

II.1.4.2. Aire de lavage des chariots reconditionnés

Les eaux issues du lavage des chariots reconditionnés sur l'aire dédiée (voir la localisation en annexe) sont collectées via un caniveau béton central, pré-traitées et rejetées dans le réseau d'eaux usées du site conformément aux règlements en vigueur via un regard de contrôle avec dispositif de fermeture manuel et permettant des mesures et prélèvements d'échantillons représentatifs.

L'exploitant s'assure que les installations d'assainissement communales sont adaptées au traitement de ces rejets (en matière de qualité et de quantité).

Article II.1.5. Gestion des eaux pluviales de la zone de stockage de balancelles

Les eaux pluviales de la zone de stockage de balancelles située au sud-ouest du bâtiment RFC sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du site conformément aux règlements en vigueur, après pré-traitement et tamponnement si nécessaire.

CHAPITRE II.2. MAÎTRISE DES RISQUES ACCIDENTELS

Article II.2.1. Dispositions constructives

Les prescriptions des articles 2.4.1. Réaction au feu et 2.4.3. Toitures et couvertures de toiture de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé ne sont pas applicables aux bâtiments Soudure et

Assemblage du site (voir leur localisation en annexe).

Les prescriptions suivantes de l'article 2.4. Comportement au feu des bâtiments de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 susvisé ne sont pas applicables au bâtiment RFC (voir sa localisation en annexe) :

- Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :
 - a) Murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure ;
 - b) En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique, s'il existe, est réalisé en matériaux M0 ou M1 de pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1 ;
 - c) Portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
 - d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure ;
 - e) Matériaux de classe M0 (hors toiture).

Les mesures compensatoires liées aux modifications de ces prescriptions, mises en œuvre par l'exploitant de TOYOTA Material Handling Manufacturing France, sont notamment les suivantes :

- les bâtiments Soudure, Assemblage et RFC sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie avec report au poste de garde avec une présence 24h/24,
- ces bâtiments sont équipés de RIA avec chaque point de bâtiment battu par deux jets de RIA au moins,
- présence d'équipiers de première intervention sur site jour et nuit.

Article II.2.2. Distances d'éloignement

Les chariots élévateurs présents dans le local expédition sont maintenus à plus de 10 m de la paroi du local des produits pétroliers (voir sa localisation en annexe).

Les stockages de matériaux combustibles et de liquides inflammables du bâtiment Assemblage sont maintenus à plus de 5 m de la machine de lavage (voir sa localisation en annexe).

Article II.2.3. Stockages dans les locaux de produits pétroliers et peintures

Les stocks au sein du local produits pétroliers, tel que localisé en annexe du présent arrêté, d'huile combustible non inflammable du présent arrêté et de gasoil/GNR sont limités respectivement à 60 tonnes et 12,5 tonnes.

Le stock de peintures dans le local dédié, tel que localisé en annexe du présent arrêté, est limité à 3,4 tonnes.

Article II.2.4. Local peintures du bâtiment Soudure

La porte du local peintures du bâtiment Soudure (voir sa localisation en annexe) donnant vers l'extérieur est REI 60 et munie d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant sa fermeture automatique.

Article II.2.5. Maîtrise des risques d'explosion

Les prescriptions suivantes de l'article 2.6. Ventilation de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 ne s'appliquent pas aux installations de charge d'accumulateurs disséminées dans les bâtiments

Assemblage et Soudure, séparées les unes des autres par une distance minimale de 2 m et situées dans des ateliers de hauteur sous plafond comprise entre 7,5 et 9 m :

- Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas évoqués à l'article 1.0 :

*Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :

$$Q = 0,05 \, n \, I$$

*Pour les batteries dites à recombinaison :

$$Q = 0,0025 \, n \, I$$

où

Q = débit minimal de ventilation, en m^3/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I = courant d'électrolyse, en A

D'ici fin 2024, l'exploitant rend compte à l'inspection des installations classées de l'étude menée sur les risques d'explosion dans les bâtiments Soudure et Assemblage, en présentant les zones à risque identifiées, les dispositions réglementaires applicables aux installations classées concernées, ainsi qu'un plan d'actions et un échéancier associé pour la mise en adéquation des équipements aux risques.

Article II.2.6. Désenfumage

Les prescriptions de l'article 2.4.4. Désenfumage de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé ne sont pas applicables aux bâtiments Soudure et Assemblage du site (voir leur localisation en annexe).

Les prescriptions suivantes de l'article 2.4. Comportement au feu des bâtiments de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 susvisé ne sont pas applicables au bâtiment RFC (voir sa localisation en annexe) :

- Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les dispositifs de désenfumage des trois bâtiments Soudure, Assemblage et RFC sont complétés par remplacement de certains éclairages zénithaux par des matériaux fusibles non gouttants sous l'effet de la chaleur (d0) et présentant une température de fusion inférieure ou égale à 80°C selon le calendrier suivant :

- avant le démarrage de la production pour le bâtiment RFC ;
- sur les bâtiments Assemblage et Soudure d'ici fin 2025.

A ces échéances, la surface totale des dispositifs de désenfumage de chaque bâtiment conformes aux dispositions réglementaires applicables ou constitués de matériaux fusibles non gouttants sous l'effet de la chaleur (d0) et présentant une température de fusion inférieure ou égale à 80°C devra atteindre au moins 2 % de la surface du bâtiment.

Article II.2.7. Rétentions

Les dispositions suivantes des articles 2.9. Rétention des aires et locaux de travail et 2.10. Cuvettes de rétention de l'arrêté du 27 juillet 2015 ne sont pas applicables aux deux machines présentes dans le bâtiment Soudure :

- Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

L'effluent contenu dans ces machines à laver est constitué à 99% d'eau. Ces deux machines comportent un bac permettant de récupérer les égouttures et signaler de potentielles fuites de produits.

Le produit pur (bidon de 5 L) qui alimente ces deux machines et les résidus d'huile sont sur une rétention de 15 L.

TITRE III. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE III.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE III.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de 4 mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du préfet de la Loire-Atlantique) ou hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En application de l'article R 181-51, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux. La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE III.3. PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Ancenis Saint-Géréon et de Mésanger et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Ancenis Saint-Géréon et de Mésanger, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

<<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>>

CHAPITRE III.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, les Maires des communes d'Ancenis-Saint-Géréon et de Mésanger, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 26 août 2024

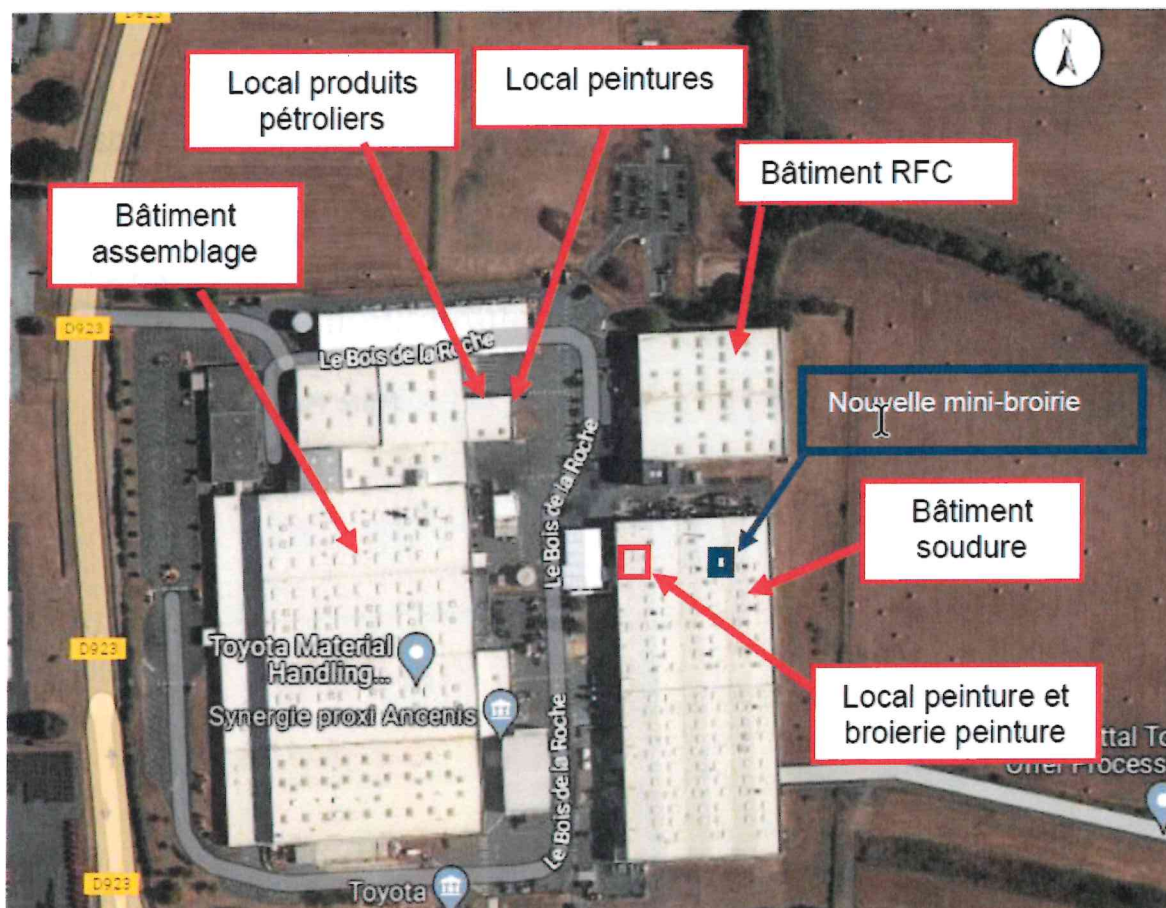
**Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

Marc MAKHLOUF



Annexe

Localisation des bâtiments et locaux de stockage et préparation de peintures



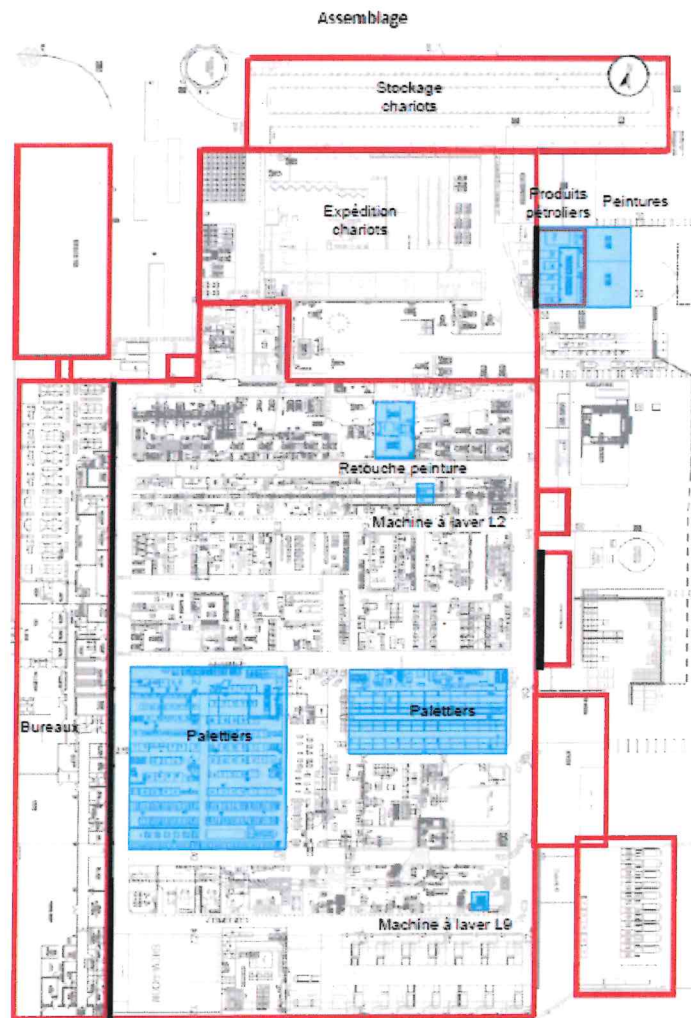
Vu pour être annexé à mon arrêté du :

Châteaubriant, le 26 août 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF

Localisation des installations au sein du bâtiment Assemblage



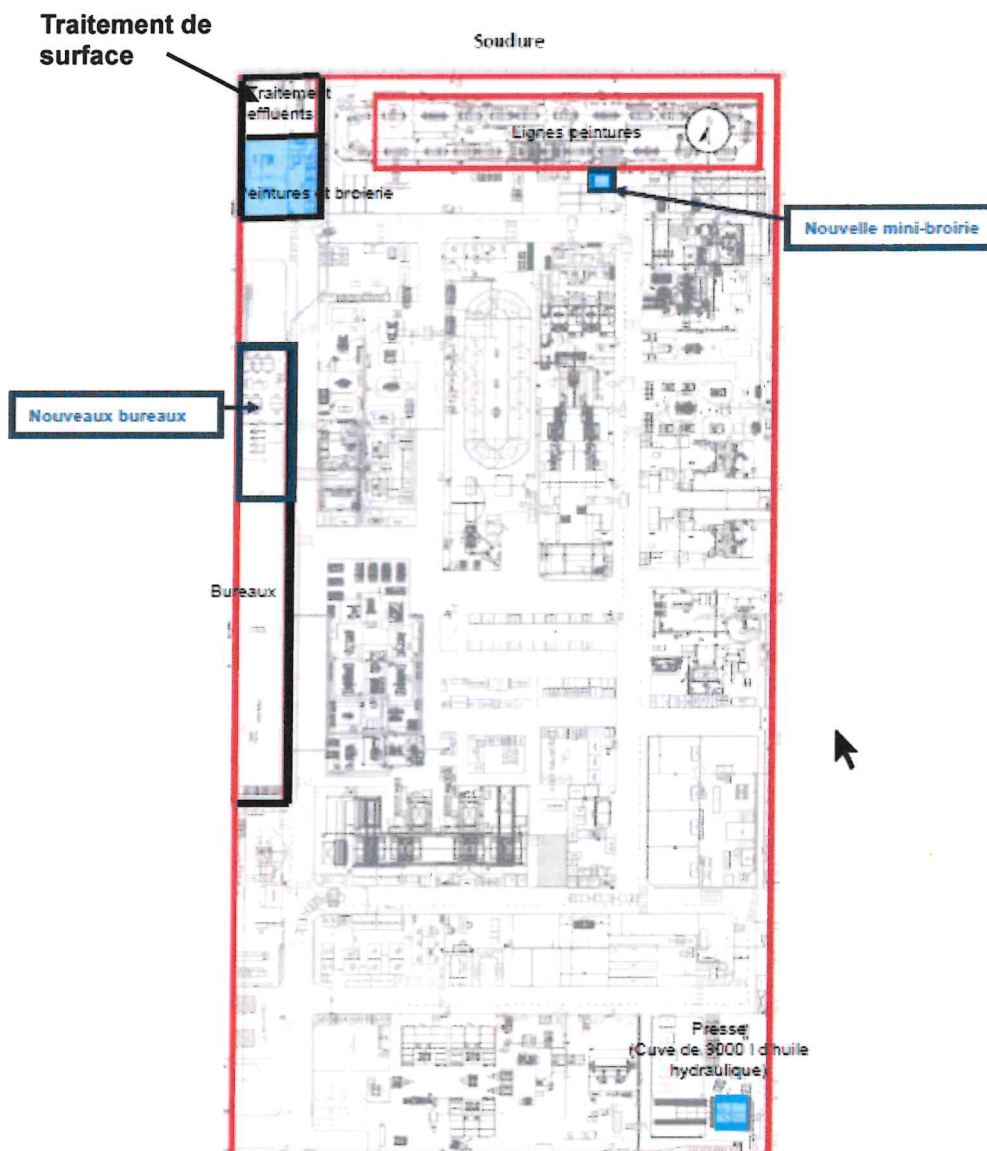
Vu pour être annexé à mon arrêté du :

Châteaubriant, le 26 août 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF

Localisation des installations au sein du bâtiment Soudure



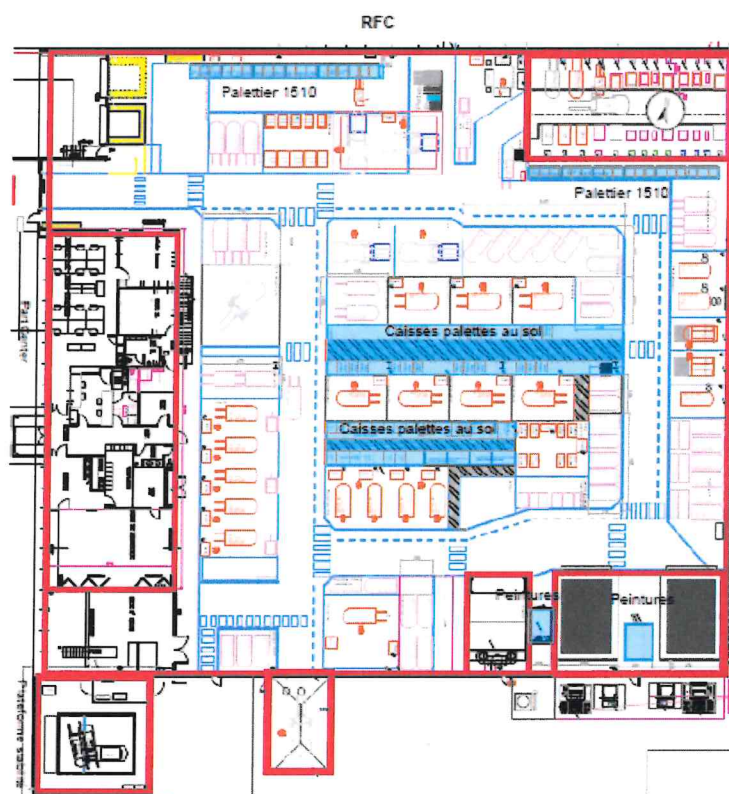
Vu pour être annexé à mon arrêté du :

Châteaubriant, le 26 août 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF

Localisation des installations au sein du bâtiment RFC



Vu pour être annexé à mon arrêté du :

Châteaubriant, le 26 août 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF

